

Chacel, Julian M. (Ed.), Falk, Pamela S., Fleischer, David V.  
*Brazil's Economic and Political Future*. Boulder (Col.),  
Westview Press, Coll. « Westview Special Studies on Latin  
America and the Caribbean », 1988, 303 p.

Michel Duquette

Volume 19, numéro 4, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702440ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702440ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Duquette, M. (1988). Compte rendu de [Chacel, Julian M. (Ed.), Falk, Pamela S., Fleischer, David V. *Brazil's Economic and Political Future*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « Westview Special Studies on Latin America and the Caribbean », 1988, 303 p.] *Études internationales*, 19(4), 759–761.  
<https://doi.org/10.7202/702440ar>

## AMÉRIQUE LATINE

CHACEL, Julian M. (Ed.), FALK, Pamela S., FLEISCHER, David V. *Brazil's Economic and Political Future*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « Westview Special Studies on Latin America and the Caribbean », 1988, 303p.

Venant presque deux ans après l'important ouvrage *Political Liberalization in Brazil* également publié chez Westview, ce collectif aborde une perspective très vaste, qui embrasse tout autant les aspects institutionnels et politiques de la « Nouvelle République » brésilienne, que divers thèmes reliés à la société civile et à l'économie. Cet ambitieux projet multidisciplinaire, où ont collaboré des chercheurs et hommes politiques brésiliens et américains, recouvre donc un ensemble de préoccupations et arrive à point nommé. Depuis cinq ans, les ouvrages sur le Brésil se faisaient attendre alors qu'une conjoncture très confuse de « transition vers la démocratie » semblait défier le zèle des brésilianistes. D'où sans doute le choix de ce thème un peu vague comme axe de l'ouvrage.

On discerne quatre parties, de taille et d'importance variables. D'abord sur le plan économique, on étudie le « Miracle brésilien et le problème de la dette », où logent des contributions très inégales. On a droit à une analyse fouillée du concept d'inflation inertiel (ou encore chronique) en tant que fondement des tentatives actuelles visant à juguler l'inflation. Maints auteurs tendent aujourd'hui à reconnaître le caractère « structurel », interne au modèle brésilien, d'une forme particulière d'inflation, qui tend à reporter sur la hausse chronique des prix à la consommation la nature sous-capitalisée de la production locale. En effet, faute de capital suffisant au niveau des entreprises, on sollicite du système financier des prêts à court et moyen terme. Cet apport contribue bien sûr à l'expansion. Le système industriel et financier capte alors son profit en réajustant constamment les prix des produits finis, en une sorte de mouvement perpétuel. L'argent « roule » mais il n'y a pas d'accumulation significative, les profits étant

remis à la banque qui la remet aussitôt en circulation. Or ce problème est encore aggravé par le manque de liquidités occasionné par les paiements d'intérêts aux prêteurs étrangers.

En face de ce problème ancien, qui a pris dans le courant de la décennie des proportions nouvelles, plusieurs auteurs font l'exposé de l'ambitieux Plan Cruzado de 1986. Celui-ci réussit, du moins quelque temps, à relancer la demande, stabiliser la monnaie et assainir le climat financier. E. Bacha est le contributeur le plus intéressant, avec son projet de réforme de l'énorme dette de \$116 milliards, la plus grande du tiers monde. S'éloignant des formules ponctuelles généralement mises de l'avant par le Fonds monétaire international : compression des dépenses publiques des pays endettés et relance de leurs exportations, Bacha distingue plusieurs sources d'endettement, qu'il s'agisse de chocs internationaux (crise du pétrole, montée des taux d'intérêt), de goulots d'étranglement internes nuisant aux opportunités d'investissement ou encore de rendement décroissant des exportations sur un marché international en récession. De là le besoin pressant de réformes structurelles dans chacun des pays. Celles-ci ne seront toutefois d'aucun secours si les pays riches s'entêtent à pratiquer le protectionnisme ou encore font du paiement de la dette du tiers monde le prérequis de futurs investissements. Trop d'argent dort dans les coffres des banques et ce néomercantilisme du premier monde est en lui-même le puissant révélateur d'une crise mondiale qui est moins économique que financière. Dans un tel contexte, la concertation au plan international est plus souhaitable que certaines mesures ponctuelles du type rééchelonnement de la dette ou dégraissage d'un secteur public qui, dans le tiers monde surtout, est le principal créateur d'emplois.

Malgré l'insensibilité des acteurs internationaux, le Brésil n'hésite pas à s'attaquer au problème, comme le montrent les textes de Bacha, Arida et Resende, dont la qualité en fait un groupe à part. Le Plan Cruzado constitue la tentative audacieuse, encore que peu concluante, d'une réforme financière destinée à relancer l'économie sans accentuer les distorsions structurelles déjà si présentes dans le

modèle brésilien. Une analyse historique de H. Pesgrave de Faria, retraçant les dernières années du régime militaire, replace cette tentative dans son contexte et met en lumière les difficultés léguées par l'incurie du gouvernement Figueiredo (1980-1984). Moins originale, l'analyse du secteur informatique par S. Schwartzman, n'est pas tout à fait à sa place au sein de cette vaste réflexion sur la dette, car elle n'ouvre pas la voie à d'autres analyses sectorielles sur l'énergie, l'industrie lourde ou les exportations. Pour tous ces domaines, la recherche reste à faire, comme l'indique un appareil référentiel faiblard ou déjà connu. Section inégale donc, intéressante pour la question de la dette, mais pas plus.

La « Structure politique de la nouvelle république » inspire une seconde partie où voisinent, comme dans une auberge espagnole, des textes de circonstance, comme un bref discours du président Sarney qui cache plus de choses qu'il n'en dit, mais aussi des analyses de fond beaucoup plus substantielles. Il ne suffit pas, commente sur un ton désabusé F. H. Cardoso, qu'un nouveau système partisan soit mis en place; encore faut-il que le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), gagnant aux élections récentes, puisse assumer ce pouvoir dont il hérite. Mais les dés sont pipés; le président, issu d'un milieu minimalement libéral, manœuvre habilement pour rassembler la droite, pousser des politiques dont il donne la maîtrise d'œuvre à des conservateurs, et bloque la réforme agraire que tous, sauf les grands propriétaires fonciers, réclament à grands cris. À tout prendre, cette deuxième partie est un collage où les programmes politiques s'affichent sans se parler. Pluralisme oblige, la Nouvelle république y montre sa vraie nature, celle d'une campagne électorale en vue du scrutin direct, souhaité par la majorité mais reporté à 1990 à la suite des interventions de Sarney et de ses proches.

Cette dynamique complexe fait l'objet de la troisième partie de l'ouvrage « Les élections et la redémocratisation au Brésil dans les années '80 », de loin la plus intéressante. L. C. Bresser Pereira y poursuit sa réflexion sur la constitution du nouveau pacte démocratique, qui succède à l'ancien pacte techno-

bureaucratique associant les classes moyennes, caractéristique du régime militaire. Une alternative se présente; deux programmes politiques sont mis en place: un pacte de nature populaire démocratique (centre-gauche) regroupant les classes moyennes technocratiques, la moyenne bourgeoisie et les travailleurs syndiqués autour d'un projet de réformes structurelles, en face d'un pacte libéral bourgeois, tout à fait de droite, fondé sur la haute bourgeoisie alliée à la technocratie conservatrice et aux propriétaires fonciers. Pour l'heure, la présidence fait l'impossible pour faire prévaloir ce dernier projet, mais les jeux ne sont pas faits, tant au niveau des partis, où la gauche est maintenant dominante — à ce sujet, il faut souligner l'excellente analyse de la « transition » par S. Mainwaring —, qu'à celui de la société civile. En face d'un dispositif politique plus perméable que jadis, le rôle particulier de l'Église locale, des communautés à la base et de la théologie de la libération est analysé par T. Bruneau tandis que les femmes expriment de nouvelles revendications et participent plus activement aux mouvements sociaux (Eva A. Blay).

Bien primesautière apparaît, en comparaison, la dernière partie « La politique étrangère brésilienne et les relations internationales » où quelques textes de circonstance ont trouvé place pour confirmer ce que l'on savait déjà. La politique étrangère du Brésil ne s'éloigne pas vraiment de celle des derniers présidents-militaires. Un « pur pragmatisme » guide Sarney devant les pays arabes, la question palestinienne, le bloc communiste, comme il guida jadis Geisel et Figueiredo. Un intéressant déblocage est toutefois visible dans le Cône-sud avec le pacte Argentine-Brésil, promis à de brillants mais lointains développements. Gradualisme, constance plus que changement caractérisent donc, sur ce plan, le nouveau dispositif politique. Visibles ici comme ailleurs dans l'économie, le système politique, la société ou la culture, les hésitations de la Nouvelle république sont bien celles d'une transition dont personne, Brésiliens ou brésilianistes, ne se risque à dire où elle conduira.

L'ouvrage est utile, bien réalisé mais, comme je disais plus haut, inégal, « assem-

blé », voire hétérogène. Œuvre de conception plutôt mince? Commande sur un thème trop vaste? Il n'est pas facile d'écrire, encore moins de théoriser sur une conjoncture aussi fluide que celle de la « transition ». D'où les défauts du genre: l'analyse économique du Plan Cruzado est aujourd'hui dépassée et les belles intentions de Sarney sont démenties par les faits. Demeurent de belles synthèses sur les partis et la conjoncture, une réflexion intéressante sur l'endettement et les nouveaux pactes, la société civile, les femmes. Sinon, peu de matériel nouveau ou de références, peu de données économiques et pas grand chose, en fin de compte, qui soit susceptible de durer.

Michel DUQUETTE

*Département de science politique  
de l'Université de Montréal*

HARTLYN, Jonathan et MORLEY, Samuel A. (Ed.) *Latin American Political Economy: Financial Crisis and Political Change*. Boulder (Col.), Westview Press, 1986, 339 p.

En dépit de la variété des conditions économiques qui prévalent en Amérique latine et des politiques adoptées par les dirigeants de ce continent, les différents pays de cette région ont été confrontés ces dernières années à un problème de balance des paiements et un niveau élevé d'endettement extérieur. La simple tentative de payer les intérêts sur leur énorme dette extérieure a jeté la plupart des pays d'Amérique latine dans la pire récession que cette région ait connue depuis la grande dépression des années '30.

Ce livre, édité par Jonathan Hartlyn et Samuel A. Morley, explore les causes de la crise économique et financière qui secoue cette région du globe depuis le début des années 1980. Cet ouvrage est le résultat d'une série de communications qui ont été présentées à une conférence internationale sur les modèles de changements politiques et économiques en Amérique latine tenue en novembre 1983 à l'Université Vanderbilt. Il représente donc le fruit d'une mise en commun et d'un

travail de réflexion de différents spécialistes des affaires latino-américaines, dont plusieurs sont originaires de l'Amérique latine.

Cette étude a été organisée de façon fort judicieuse. Nous y retrouvons d'abord un chapitre d'introduction qui présente la problématique du livre et qui pose certaines questions fondamentales concernant les systèmes politiques et le développement économique de l'Amérique latine. Le livre est ensuite divisé en trois grandes parties. La première partie comporte les chapitres 2 à 5 et nous fournit une analyse générale et comparative des systèmes politiques et des politiques de développement économique adoptées depuis 1960 en Amérique latine.

Le deuxième chapitre, rédigé par les deux éditeurs du livre, est particulièrement important et donne le ton à toute l'étude. Ce chapitre analyse les performances économiques des régimes militaires autoritaires et bureaucratiques de l'Argentine, du Brésil et du Chili. Les auteurs nous démontrent que la politique économique des régimes autoritaires ne fut pas supérieure et n'eut pas un meilleur résultat que celle des régimes civils qu'ils remplacèrent. L'application d'une politique radicale de libre marché sans contrainte et sans restriction, la décision de fixer les taux d'échanges et d'augmenter les taux d'intérêt intérieur, suite aux pressions du système monétaire international, l'absence de tout contrôle des grandes banques commerciales internationales, ont eu des conséquences désastreuses et sont autant de facteurs qui expliquent la présente crise financière et économique qui frappe ces pays.

Les chapitres 3, 4 et 5 examinent respectivement dans une approche comparative la pauvre performance économique des régimes autoritaires, leur réaction aux deux chocs pétroliers qui secouèrent l'Amérique latine en 1973 et 1979, et leur incapacité à résoudre la présente crise financière. Ces trois chapitres montrent que la croissance économique sous ces régimes autoritaires reposait sur l'application d'une politique néo-libérale et était liée à l'entrée massive de capitaux étrangers. Par conséquent, ces régimes étaient mal préparés à affronter la récession mondiale de 1982 qui